



REFUSER LA SERVITUDE VOLONTAIRE

La souveraineté populaire, parlons-en !

*Colloque organisé par Association pour une Constituante,
Droit-Solidarité, Mémoire des luttes et Utopie critique.*

LE SAMEDI 28 MARS 2009 9h30 – 17h15

Salle du Conseil régional d'Ile-de-France, 57, rue de Babylone, 75007 Paris.

Métro : Sèvres-Babylone ou Saint-François Xavier.

(Se munir d'une pièce d'identité)

DÉMOCRATIE est certainement un des mots les plus employés par les responsables politiques. Il est présenté tour à tour comme le symbole des sociétés avancées, de la lutte contre le totalitarisme et de la fin du système soviétique. Nous sommes tous démocrates, la cause est entendue. Une belle unanimité qui permet au passage d'effacer une évidence : la démocratie est le pouvoir du peuple. Elle est la souveraineté populaire !

La Constitution française affirme le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple. La Déclaration universelle des droits de l'Homme rappelle que la volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics. Et pourtant, après avoir longtemps occupé une place privilégiée dans le lexique politique, les mots « peuple » et « souveraineté » sont aujourd'hui régulièrement utilisés de manière péjorative par des « élites » autoproclamées.

Le jeu politique est perverti par des institutions nationales, européennes et internationales fort peu démocratiques, mais bien utiles à une mondialisation néolibérale qui broie les nations et les peuples, et détruit leur droit à disposer d'eux-mêmes. En

témoigne, entre autres, le non-respect par le gouvernement français du vote du 29 mai 2005, puis la détermination de toutes les instances européennes à passer outre au vote des Irlandais contre le traité de Lisbonne.

Au long des dernières années, ce qui tient lieu de débat public n'a cessé de dériver vers la mise des esprits aux normes de la « mondialisation ». Un concept bien commode : réduisant l'action gouvernementale à la gestion économique et financière, ignorant l'intérêt général, cautionnant le discours officiel sur des contraintes présumées incontournables, il marginalise toute véritable opposition, vassalise la réflexion en présentant comme irresponsable la moindre critique du système. La servitude volontaire est à l'ordre du jour.

Dans cet océan de conformisme, les institutions nationales, autant que la construction européenne, sont des instruments particulièrement puissants au service des dominants qui imposent ainsi leurs règles du jeu et leur manière de penser. Même encore, et c'est un comble, au moment où la faillite du système qu'ils prétendaient immuable devrait les conduire à une autocritique radicale et à un changement de cap à 180 degrés !

Il est aujourd'hui banal, et même de bon ton, de regretter le « fossé » qui s'est créé entre les « élites » et les citoyens, abîme effectivement difficile à masquer, en France, après le désastre de l'élection présidentielle de 2002 ou le résultat du référendum du 29 mai 2005. Sans parler de l'incapacité des gouvernants à juguler la crise systémique actuelle, faute de vouloir reconnaître ses véritables causes. Mais nous ne sommes pas en présence d'un fossé qu'il faudrait tenter de combler : ce qui doit être mis en débat, c'est l'illégitimité de ces « élites » et des représentants théoriques des citoyens, illégitimité théorisée, de surcroît, comme bénéfique par des penseurs à gages, en l'absence de toute réflexion sur les lignes de fracture qui traversent la société, sur la manière de les représenter et de les traduire dans le débat politique.

Permettre l'expression des contradictions sociales et des aspirations populaires est donc la première des priorités actuelles. Discuter des voies et moyens de redonner pouvoir au citoyen et sens à la démocratie, remettre la souveraineté populaire au poste de commandement, telle est l'ambition de ce colloque.

P R O G R A M M E

9 h 30 – 9 h 45

Présentation du colloque par les organisateurs

9 h 45 – 12 h 30

ÉTAT DES LIEUX

Animation : **Bernard CASSEN**, secrétaire général de *Mémoire des luttes*, professeur émérite à l'Institut d'études européennes de l'université Paris 8, coauteur de *En finir avec l'eurolibéralisme (1001 Nuits, Paris, 2008)*.

9 h 45 – 10 h 15

De quoi parle-t-on ?

par **Florence GAUTHIER**, professeur d'histoire à l'université Paris 7, auteur de *L'Aristocratie de l'épiderme. Le combat de la Société des citoyens de couleur sous la Constituante (Éditions du CNRS, Paris, 2007)*.

10 h 15 – 10 h 45

Une condition de la démocratie

par **Roland WEYL**, vice-président de l'Association internationale des juristes démocrates, coauteur de *Démocratie, pouvoir du peuple (Le Temps des cerises, Paris, 1996)* et de « Nous, peuples de Nations unies » : sortir le droit international du placard (*CETIM, Genève, 2008*).

10 h 45 – 11 h 15

L'Europe, facteur de destruction du politique

par **Anne-Cécile ROBERT**, docteur en droit européen, professeur associé à l'Institut d'études européennes de l'université Paris 8.

11 h 15 - 12 h 30 **Débat**

14 h 30 – 17 h 15

PERSPECTIVES

Animation : **Anne-Cécile ROBERT**

14 h 30 – 15 h 00

Les mésusages du populaire

par **Annie COLLOWALD**, professeur de sociologie politique à l'université de Nantes. Auteur de *Le « populisme du FN » : un dangereux contresens (Éd. du Croquant, 2004)* ; avec Brigitte Gaiti, dir., *La Démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique (La Dispute, Paris, 2006)*.

15 h 00 – 15 h 30

Peut-on opposer lutte des classes et souveraineté populaire ?

par **Henri PENA-RUIZ**, professeur en Khâgne, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris. Auteur de *Leçons sur le bonheur (Flammarion, Paris, 2004)* et de *Qu'est-ce que la laïcité ? (Gallimard, Paris, 2003)*.

15 h 30 – 16 h 00

Réaffirmer le peuple

par **André BELLON**, président de l'Association pour une Constituante ; ancien président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale ; auteur de *Une nouvelle vassalité (1001 Nuits, Paris, 2005)*.

16 h 00 – 17 h 00 **Débat**

17 h 00 – 17 h 15

Bilan des travaux

par **Bernard CASSEN**.

INSCRIPTIONS

colloque.souverainete.populaire@gmail.com

Association pour une Constituante

13, rue du Pré Saint-Gervais, 75019 Paris.

Courriel : pouruneconstituante@yahoo.com

Site : www.pouruneconstituante.fr

Droit Solidarité, adhérente de l'Association internationale des juristes démocrates

120, rue de Rivoli, 75001, Paris.

Fax : 01-42-21-17-87.

Courriel : albala.n@wanadoo.fr

Site : <http://droitsolidarite.free.fr>

Mémoire des luttes

3, avenue Stephen Pichon, 75013 Paris.

Fax : 01-53-94-96-76.

Courriel : contact@medelu.org

Site : www.medelu.org

Utopie critique

40, rue de Malte, 75011 Paris.

Site : www.utopie-critique.fr